

Campagne pour une Fédération Européenne



“NOUS, PEUPLE EUROPÉEN”

APPELONS À LA CRÉATION D'UNE FÉDÉRATION EUROPÉENNE

Pour donner un gouvernement à l'économie européenne

Pour doter l'Europe de sa propre politique étrangère et de sécurité

Pour promouvoir un développement durable et équitable

Pour aider à la diffusion de la paix et de la justice à travers le monde

APPEL AU PARLEMENT EUROPÉEN, À LA COMMISSION EUROPÉENNE, AU CONSEIL EUROPÉEN DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT, AUX PARTIS POLITIQUES

(à relayer par les citoyens, les autorités locales, les syndicats et la société civile organisée)

Le projet d'une *Europe libre et unie*, qui commença à prendre forme en 1941 avec la rédaction du *Manifeste de Ventotene*, n'est pas encore arrivé à son terme.

Les citoyens d'Europe ont un Parlement, une Cour de Justice, une monnaie mais ils sont dépourvus d'un état fédéral et d'un gouvernement fédéral car les gouvernements nationaux sont hostiles au transfert de souveraineté à l'Europe de leurs attributions dans les domaines de l'économie et de la sécurité.

Les gouvernements nationaux condamnent par là même les Européens au déclin politique, à la régression sociale, à la perte de compétitivité. Ils obèrent l'avenir des jeunes générations et attisent à la fois la crise de la démocratie et le manque de confiance des citoyens dans les institutions.

Nous, peuple européen, estimons que l'unification politique de l'Europe est la dernière et ultime réponse à la crise politique qui secoue la société contemporaine.

Nous réclamons une Fédération Européenne

- dotée d'un **GOVERNEMENT FEDERAL** disposant de pouvoirs limités mais réels dans les domaines de l'économie et des finances, de la politique extérieure et de sécurité, par ailleurs responsable devant un **PARLEMENT EUROPEEN** qui, avec une **CHAMBRE DES ÉTATS**, exerce un plein pouvoir législatif,
- qui, dans un premier temps, regroupera les pays demandeurs d'une union plus étroite – l'Eurogroupe – et en particulier les états qui au cours de l'histoire ont été parmi les promoteurs de l'unification européenne – la France, l'Allemagne, l'Italie –, car nous voulons :
 - établir un gouvernement démocratique de l'économie européenne et sauver l'euro par la réhabilitation des finances publiques et la stimulation de la croissance ;
 - mettre en place un *plan européen de développement durable répondant à la fois aux impératifs environnementaux et sociaux*, fondé sur l'investissement dans les infrastructures, la transformation de notre modèle économique pour une meilleure prise en compte de l'environnement, une utilisation plus importante des énergies renouvelables, la recherche et l'innovation, et la fourniture de biens publics européens ; le financement de ce plan devrait reposer sur une augmentation significative du budget européen grâce à l'émission d'obligations européennes et à l'introduction de recettes fiscales européennes (taxes sur l'émission de gaz carbonique et sur les transactions financières), remplaçant en partie les impôts nationaux et réalisant ainsi une plus juste répartition du fardeau fiscal entre les différents niveaux de gouvernement (local, régional, national, européen) ;
 - défendre le modèle social européen, protégeant les plus faibles, établissant des minima sociaux et des conditions de travail réglementées en Europe et garantissant à chacun les droits politiques, civiques et sociaux définis par la « Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne » ;
 - créer une politique étrangère, de sécurité et de défense unique permettant ainsi à l'Europe de parler d'une seule voix sur la scène mondiale, en favorisant la paix, le désarmement, la justice internationale et les droits de l'homme, en commençant par les zones méditerranéennes, africaines et proche-orientales.

Nous réclamons la convocation d'une assemblée/convention constituante

- composée de représentants élus par les citoyens au double niveau national et européen ainsi que de représentants des gouvernements et de la Commission Européenne qui auront mandat, obviant à tout veto national, d'élaborer une constitution fédérale devant être ratifiée par referendum dans les pays ayant participé à la rédaction de la Constitution, de façon à ce que l'union politique européenne soit fondée sur la volonté populaire.